

DECISION DU PRESIDENT N° 013-25

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DU MARCHE RELATIF A LA MISSION CT POUR LA STATION D'EPURATION SUR LA COMMUNE DES BROUZILS

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant la consultation lancée en procédure adaptée restreinte sur marchés-sécurisés le 23 décembre 2024 avec une remise des offres au 17 janvier 2025,
Considérant le rapport d'analyse des offres comprenant le seul critère prix,
Considérant l'offre de l'entreprise QUALICONSULT de La Roche-sur-Yon (85) pour la mission CT pour un montant estimatif de 5 150.00 € H.T. comme économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché relatif à la mission CT pour la station d'épuration sur la commune des Brouzils à l'entreprise QUALICONSULT de La Roche-sur-Yon (85) pour un montant estimatif de 5 150.00 € H.T.,

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Assainissement Régie, opération 46.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 29 janvier 2025

Le Président
Jacky DALLE